

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 253

du 09 DEC. 2022

mettant en demeure la société Sopsid de respecter certaines prescriptions pour les installations qu'elle exploite à Serémange-Erzange.

Le Préfet de la Moselle,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,

Vu les Livres I et V du code de l'environnement et notamment l'article L.171-8 I ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2020-A-93 du 31 décembre 2020 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Olivier Delcayrou, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-DLP-BUPE-221 du 20 septembre 2016 imposant à la société Sopsid des prescriptions pour la poursuite de l'exploitation de ses installations de traitement de déchets implantées sur le crassier de Marspich à Serémange-Erzange ;

Vu le rapport du 7 novembre 2022 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite réalisée le 18 octobre 2022 ;

Vu les observations de l'exploitant par courrier du 22 novembre 2022 suite au rapport de la visite d'inspection du 18 octobre 2022 ;

Vu le mail de l'exploitant du 5 décembre 2022 précisant qu'il n'avait pas d'autres observations à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été transmis le 23 novembre 2022 ;

Considérant que lors du contrôle du 18 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas été en mesure de :

- présenter le registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site avec l'ensemble des informations requises ;
- présenter le registre où sont consignés les déchets et les produits issus du traitement et sortant du site avec l'ensemble des informations requises ;
- démontrer la conformité de ses installations aux dispositions de son arrêté préfectoral imposant la présence des deux bassins de 60 m³ et 200 m³ ;
- justifier la disponibilité effective des débits d'eau en sortie du bassin et que les poteaux incendie implantés sur le site ne présentent pas le débit minimum requis de 60 m³/h ;
- présenter le registre sur lequel sont consignées les dates, les modalités des contrôles, les observations constatées et les suites données aux vérifications des moyens de lutte contre l'incendie ;

Considérant par conséquent, que les prescriptions des articles 5.3.2, 5.5.2 et 7.11 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé ne sont pas entièrement respectées ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *"Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine."* ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Moselle,

127 000 20 **ARRÊTE**

Article 1^{er}

La société SOPSID dont le siège social est situé Port Public de Thionville-Illange à Uckange (57270) est mise en demeure de se conformer, pour ses installations implantées sur le crassier de Marspich situées sur le territoire de la commune de Serémange-Erzange, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions :

- de l'article 5.3.2 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé imposant la tenue d'un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site ;
- de l'article 5.5.2 de l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2016 susvisé imposant la tenue d'un registre où sont consignés les déchets et les produits issus du traitement et sortant du site ;
- de l'article 7.11 (partiel) imposant à l'exploitant de justifier la disponibilité effective des débits d'eau en sortie du bassin (réserve incendie) et de mettre en place le registre sur lequel sont consignées les dates, les modalités des contrôles, les observations constatées et les suites données aux vérifications des moyens de lutte contre l'incendie.

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Sopsid.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Serémange-Erzange et au sous-préfet de Thionville.

A Metz, le

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Olivier Delcayrou

Délais et voies de recours :

« En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>.